



Dans la guerre des riches contre les travailleurs,
nous devons contre-attaquer sans crainte :
il faut que le 20 novembre soit un succès !

« Si Sarkozy existe en tant que phénomène social et historique, malgré sa vacuité, sa violence et sa vulgarité, nous devons admettre que l'homme n'est pas parvenu à atteindre le sommet de l'Etat malgré ses déficiences intellectuelles et morales, mais grâce à elles », expose le démographe Emmanuel Todd dans « Après la démocratie », ouvrage qu'il vient de publier.

Même s'il ne faut pas sous-estimer le talent du président de la République dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas paresseux dans son entreprise de réorientation de la société française dans le sens exclusif des intérêts de ses mandants, les patrons et les riches, la phrase est plaisante et peut s'interpréter comme l'assomption totale de l'égoïsme de classe par le candidat de droite qui a été élu.

Si sa dernière aventure, le passage du tout libéralisme et de la promotion des crédits hypothécaires à la régulation étatique des banques et l'indignation devant l'inflation des fonds spéculatifs, montre une grande souplesse d'esprit et une adaptabilité à toute épreuve aux accidents de terrain, la réalité de la politique mise en œuvre montre une constance admirable : les pauvres vont payer.

Quand M. le président de la république disait que les salariés ne supporteraient pas les conséquences de sa prodigalité en faveur des banques, il mentait et savait qu'il mentait.

Quand M. le président de la République disait qu'il n'y avait plus de sous dans les caisses, il mentait et savait qu'il mentait.

Quand le président de la République disait que les profits des gros patrons, des financiers, des spéculateurs, des marchands d'armes augmentaient démesurément, ...il ne mentait pas car il ne l'a pas dit.

Mais il a dit qu'il était nécessaire de faire pression sur les salaires, qu'il fallait travailler plus longtemps (jusqu'à 70 ans pour commencer), qu'il fallait diminuer le budget de la sécurité sociale (pas trop, car ses amis industriels ont investi dans le médical et le médicament) et les budgets sociaux, qu'il fallait supprimer des dizaines de milliers de postes de salariés des services publics chaque année, qu'il fallait augmenter la répression, qu'il fallait augmenter la surveillance du peuple (220 000 euros de budget pour surveiller ce qui **se pense et se dit** sur l'éducation nationale et la recherche !), qu'il fallait chasser les étrangers, qu'il fallait remplir les prisons, qu'il fallait contraindre les juges à imposer des peines plancher, qu'il fallait envoyer des centaines de CRS ou de gardes mobiles partout où ça bouge un peu et surtout là où il va se promener....

Alors, déficience intellectuelle, pas sûr, conscience et fidélité de classe, tout à fait.

Les pauvres paient les pots cassés et les milliards distribués aux banques. On accepte ?

L'INSEE publie le 15 novembre prochain sa première estimation de la croissance française au 3^{ème} trimestre. Ce qui s'annonce est une récession.

Ceux qui vont subir les effets de cette récession, ce sont les salariés.

Ceux qui vont payer les milliards dilapidés, ce sont les salariés.

Ce 13 novembre, le Secours Catholique publie son traditionnel rapport annuel, intitulé cette année *Familles, enfance et pauvreté*. Il souligne la part de plus en plus importante prise par les plus de 50 ans dans ses centres d'accueil. *"Beaucoup de familles en situation de précarité viennent se nourrir ou s'habiller dans nos centres pour pouvoir payer leur loyer ».*

La Croix Rouge rapporte que *"La situation continue de se dégrader. Les pauvres sont plus pauvres, et d'autres couches de la population se fragilisent : de plus en plus de retraités ; des travailleurs pauvres à temps complet, par exemple des employés municipaux, et des étudiants."* L'antenne locale de Toulouse a constaté une hausse de 100 % de la population fréquentant les épiceries sociales. A Redon (Ille-et-Vilaine), cette même population aurait augmenté de 26 % en un mois ".

Le Secours Populaire publie un numéro spécial de sa revue « Convergence » : *ALERTE Pauvreté ! Les inégalités ruinent la santé.*

Il étudie l'épidémie des inégalités sociales et explique que la baisse du pouvoir d'achat, la crise économique, la crise financière, se traduisent par une augmentation des phénomènes de pauvreté, d'exclusion, de détresse. La santé n'est pas épargnée.

Le marché du travail subit aussi le contrecoup de la crise. Les licenciements se multiplient par centaines chaque semaine. Selon les données de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale, le rythme de progression des intentions d'embauche, hors intérim, décélère : il est tombé à + 1,5 % au troisième trimestre contre +7,9 % au deuxième. L'emploi intérimaire a baissé de 4,7 % entre août 2007 et août 2008.

On constate le même phénomène dans la Fonction Publique d'Etat et la Fonction Publique Hospitalière où, dans le même temps, on assiste à des suppressions massives d'emplois par non renouvellement des départs à la retraite, une précarisation accrue des postes de travail et à un licenciement important des personnels précaires. Les personnels précaires qui subsistent voient leur statut s'aggraver.

Toutes ces informations qui s'accumulent au-delà des filtres des informations officielles (on parle d'établir une chaîne de télévision officielle), toutes les constatations faites sur le terrain qui conduisent des milliers de travailleurs à entrer en lutte pour défendre leurs conditions de travail (travail du dimanche banalisé) et leurs conditions de vie, montrent la nécessité de la convergence de ces luttes, la nécessité de trouver les bonnes raisons qui conduiront les salariés à croire que ça vaut la peine de lutter, qu'on peut gagner.

Le succès du 20 novembre se construit dès aujourd'hui

L'annonce de l'appel commun des organisations syndicales de l'éducation nationale unanimes pour décider d'agir ensemble, le même jour, est un des rares points positifs de cette période difficile.

Il faut que la grève du 20 novembre soit réussie. Il faut que le mouvement de lutte ce jour-là soit profond.

Il faut l'inscrire dans une dynamique sur la durée.

Voilà notre responsabilité de courant de pensée. L'enjeu est majeur.

U&A FSU 64, le 11 novembre 2008